

# Dans les Calanques, on dépollue avec du béton

Écrit par **Florent De Corbier** | mardi 21 novembre 2017 08:07 | Imprimer



À Cortiou, deux émissaires creusés dans la roche déversent les eaux usées et celle de l'Huveaune qui menacent régulièrement la qualité des eaux de baignade du Prado. Les récifs artificiels (ici celui appelé « connectivité ») sont actuellement à la Seyne-sur-Mer. Photos Florian Jaunette L'utilisation de l'article, la reproduction, la diffusion est interdite - LMRS - Terra Nostrum

À la fin du mois, 36 récifs artificiels vont être immergés au large de la calanque de Cortiou, tristement célèbre pour son exutoire des eaux usées. Un projet expérimental, Rexcor, qui va tenter de restaurer une faune et flore sous marines aujourd'hui désertique.

Plusieurs tonnes de béton s'apprêtent à être déposées en fond de mer dans le parc national des Calanques. Mais pas de nouveau scandale écologique en vue. Au contraire. À la fin du mois, 36 récifs artificiels en béton marin vont être immergés aux abords de la calanque de Cortiou, à Marseille, à l'Est de celle de Sormiou. Un projet expérimental de reconquête des fonds marins dégradés par déjà plus d'un siècle de rejet des eaux usées (lire les repères) via l'émissaire de Cortiou, considéré crûment comme l'anus de Marseille. Nom de code de l'opération ? Rexcor pour restauration écologique expérimentale des petits fonds côtiers de la calanque de Cortiou.

Une idée initiée dès 2013 qui se concrétise enfin. « Cela peut paraître iconoclaste d'implanter des récifs conçus par la main de l'homme dans le parc des Calanques », reconnaît son président Didier Réault, qui a présenté, vendredi à la base nautique du Roucas Blanc, le projet en présence de tous les acteurs concernés. « Mais le parc est là pour apporter la protection de la bio diversité et des solutions d'avenir », ajoute-t-il.

En tentant donc de réparer les dégâts du passé. Si depuis 30 ans des efforts ont été entrepris pour améliorer la qualité des eaux rejetées, « elles sont aux normes européennes et c'est bien pourquoi nous tentons l'expérience », justifie Didier Réault- les fonds rocheux restent très uniformes et recouverts d'un épais sédiment où les matières en suspension et les contaminants charriés pendant plusieurs décennies se sont fixés sur les fonds et les ont colmatés. Bref, pas le terrain de jeu idéal pour que se développent herbiers de Posidonie, gorgones et que s'ébrouent des girelles.

« Le projet n'est pas du tout fait pour que demain il y ait des mérous à la sortie de l'émissaire, prévient Etienne Clamagirand, directeur général d'Architeuthis, groupe qui a monté le projet technique conjointement avec la société Egis. On espère qu'il va se passer quelque chose mais on ne sait pas quoi. » « L'objectif est de recréer une vie plus diversifiée sur la zone impactée avec une recolonisation de la faune et la flore marines », expose Martin Perrot, responsable activité génie écologique marin chez Egis.

## Un suivi d'au moins 3 ans

Des fonctions d'habitat, d'alimentation, de nurserie et de reproduction sont attendues. Le suivi de l'opération doit durer au moins trois ans avec une campagne de surveillance a minima bi-annuelle.

Tous restent néanmoins prudent quant au potentiel succès de l'opération. « Quand on fait une expérience, on fait un pari », admet Didier Réault. « C'est un dossier complexe à la fois techniquement et administrativement », ajoute Gaëlle Bertahud, directrice régionale de la délégation Marseille de l'agence de l'eau.

Des exemples de restauration écologique en milieu côtier existent, comme au Prado ou au cap Sicié à Toulon, Rexcor n'a rien de similaire. « Si cela fonctionne, on pourra imaginer de démultiplier le nombre de récifs pour amplifier la qualité des résultats », se projette, optimiste, Philippe Thiévent, directeur de la caisse des dépôts et consignment biodiversité. L'institution financière abonde à hauteur de 30% du montant global du projet chiffré à 1 million d'euros, les 70% restants provenant de l'agence de l'eau.

Les géants du marché de l'eau, qui gèrent aussi l'assainissement, n'ont pas été sollicités. « Mais ils s'y intéressent », assure Didier Réault, qui s' imagine bien renforcer le volet écologique dans le prochain avenant à la délégation de service public confiée à Suez, via la Seramm, pour la gestion des eaux usées.

**Florent de Corbier**